

Message du président



Gérard Marotte

D'un trimestre à l'autre...

Les imprévus font partie de notre vie. Il y en a qui sont heureux et d'autres malheureux. Tout cela pour vous dire que notre collègue Edmond St-Denis, pour des raisons de

santé, nous a remis sa démission comme président.

Lors de la réunion du conseil d'administration du 12 novembre dernier, les administrateurs ont donc accepté avec regret cette démission et ont formulé des vœux de prompt rétablissement à leur collègue et ami. Il leur fallait toutefois lui trouver un successeur et le choix s'est arrêté sur ma personne. J'ai été très honoré de ce geste, surtout après avoir occupé ce poste à titre de président fondateur. Je dois ajouter que tous les membres du conseil se réjouissent de la décision d'Edmond St-Denis de conserver son poste d'administrateur pour représenter le secteur des Riverains.

Comme Edmond le mentionnait dans le numéro d'octobre 1996 de ce bulletin, la retraite est une chose déjà accomplie. Nous pouvons le constater en faisant le bilan des activités déjà réalisées et en jetant un coup d'œil sur le programme des prochains mois. Nous y voyons la preuve d'une association vigoureuse et dynamique.

Nous avons tenu deux séances d'information sur des sujets d'actualité: Plus de 80 de nos membres ont tenu à participer à la

conférence sur l'ingénierie dont vous trouvez un bref compte-rendu plus loin. Je tiens à remercier personnellement le conférencier invité, M. Carbonneau, de la Confédération. La seconde a traité des REER, FEER, testaments, partage familial et procuration en cas d'incapacité. J'exprime également, en votre nom, ma reconnaissance à MM. André Cantin et J.-François Labarre, deux représentants de Fiducie Desjardins, ainsi qu'à M. Marcel Rémillard, qui nous les a délégués.

Le 18 novembre dernier, j'ai assisté à Lévis à l'assemblée du conseil d'administration du Regroupement provincial de toutes les associations des retraités des fédérations et de la Confédération. Le Regroupement a piloté ou pilote les dossiers suivants: en premier lieu, la coupure de 50 % de l'assurance-vie des retraités à leur 70^e anniversaire. Par ailleurs, nous avons demandé au Groupe Desjardins, Assurances générales, de nous accorder un escompte additionnel à celui de 10 % présentement concédé aux retraités du Mouvement. Si les discussions en cours aboutissaient à notre satisfaction, nous profiterions d'un escompte additionnel de 15 %. Un troisième dossier qui nous concerne tous et que nous suivons de près est celui de l'assurance-médicaments.

Nous continuerons de vous offrir un choix d'activités sociales et de séances d'information sur des sujets d'intérêt. En ma qualité de président, j'ai demandé à Gabriel Nobert de me fournir toutes les coordonnées en vue de vous proposer un voyage à la pourvoirie dont M. Nobert est l'un des co-propriétaires. Cette pourvoirie est située à Clova, en bordure d'un magnifique lac. L'excursion vous sera proposée au début de l'été et le voyage se fera par train. Cette activité plaira aux amateurs de pêches, aux amants de la nature, sans exclure les joueurs de cartes.

Nous avons fait appel à tous nos membres pour le renouvellement de leur carte de 1997. Nous avons confiance que vous avez déjà décidé de continuer à supporter financièrement votre Association et à participer à ses activités. Le vieux proverbe, **L'Union fait la force**, est plus que jamais d'actualité. Votre appui est nécessaire pour que l'Association continue à se développer et à servir vos intérêts.

Meilleurs vœux pour l'année 1997 à chacun et chacune de vous.

Le Président
Gérard Marotte

Échos du salon des bâtisseurs

Le Déjeuner annuel du 23 octobre



Une partie des convives au déjeuner annuel du 23 octobre

Avec une participation record de 187 membres, le déjeuner du 23 octobre dernier, dans les salons Alfred-Rouleau de l'ex-Hôtel Méridien du Complexe Desjardins, a donné à tous ceux qui en auraient douté la preuve de la vitalité de notre Association et au comité organisateur de M^{me} Denise Muloin tous les motifs de mériter nos remerciements.

Des 199 personnes inscrites, une douzaine n'ont pu participer à l'événement et plusieurs d'entre eux en avaient prévenu le comité organisateur, comme ils avaient été invités à le faire dans le dernier numéro de

ce bulletin, pour éviter à l'Association des frais inutiles. Une représentation de tous les secteurs géographiques de la Fédération a conféré à ce déjeuner le caractère d'une grande fête de famille. Tout à la joie de se revoir, de se saluer et d'échanger des souvenirs en circulant d'un groupe à l'autre au moment de l'apéritif, on a pu remuer les souvenirs du temps qui passe autour des tables où le personnel de l'hôtel servait avec diligence un repas qui, de l'avis général, a été jugé excellent.

Invité, le président de la Fédération s'était fait représenter par M^{me} Christine Marchildon, première vice-présidente, Ressources humaines. L'arrivée de cette dernière a été d'autant plus remarquée qu'elle donnait le signal du début des agapes. Dans son allocution improvisée, la représentante de la Fédération a fait une brève revue de ce qu'elle a appelé **les grands dossiers de l'heure**. Abordant les problèmes d'image institutionnelle que doit actuellement résoudre le Mouvement Desjardins et les difficultés financières auxquelles font face un certain nombre de caisses populaires en ces temps difficiles, elle s'est faite rassurante, en affirmant que la F.M.O. **contrôle tout-à-fait la situation**. Une planification stratégique élaborée en fonction de l'an 2000 et l'implantation de l'ingénierie conjuguées aux **efforts gigantesques** des caisses au cours des prochaines années viendront à bout des coups d'une rude concurrence.

M. J. Edmond St-Denis, le président de l'Association a brièvement souhaité la bienvenue aux convives et salué l'invitée d'honneur. Pour sa part, la présidente du comité organisateur, M^{me} Denise Muloin, a félicité les membres présents et remercié toutes celles et ceux qui ont collaboré au succès de la fête. Plusieurs n'ont pas voulu rentrer chez eux sans faire un détour par le Salon des Bâtitseurs.

Séance d'information sur la réingénierie

Qu'est-ce que ça mange en hiver?... Après la causerie de M. Jean Carboneau, de la Confédération, le 12 novembre dernier, les quelque quatre-vingt-cinq membres présents étaient mieux en mesure d'évaluer les impacts, sur la caisse populaire de demain, de l'ingénierie, ce mot nouveau un peu bizarre qui ne fait pas partie du jargon traditionnel des coopératives d'épargne et de crédit.

Que près d'une centaine de nos membres se soient donné la peine de venir se renseigner sur le sujet, voilà une preuve manifeste de leur intérêt à suivre l'évolution des institutions financières qui ont été longtemps leur gagne-pain sinon leur raison de vivre. Désormais, à la caisse, on entendra

des expressions telles que **processus d'affaires** (il y en a quatorze!), **transactions ou acquisitions en modes autonomes ou assistés**, **gestion de la performance**, etc., tout cela dans un **parc technologique** sérieusement modifié. Comme disait l'autre, **le père Alphonse n'en croirait pas ses oreilles** et il ouvrirait de grands yeux sur la nouvelle infrastructure technologique de cette caisse populaire qu'il gérait jadis sur le coin de la table de cuisine.

REER, FERR, Testaments, etc.

Une bonne quarantaine de nos membres s'étaient inscrits à une causerie qui fut donnée, le mercredi 4 décembre dernier, au Salon des Bâtitseurs, sur des thèmes qui s'imposent inexorablement à chacun de nous, que nous le voulions ou non : les REER patiemment accumulés, les diverses modalités du FERR, les dispositions du nouveau Code civil concernant les testaments, le règlement des successions, le rôle du liquidateur (autrefois appelé **exécuteur testamentaire**), le partage des biens, etc.

À l'unanimité, celles et ceux qui ont participé à cette séance d'information ont loué la compétence des deux conférenciers invités, MM. André Cantin et Jean-François Labarre, deux représentants de Fiducie Desjardins.



Une partie des 66 convives au brunch du 29 septembre dernier, au Restaurant Mirada, 5222 rue Sherbrooke, est, à Montréal.

C'était le premier décembre

Une agréable façon de commencer le mois de décembre et de se mettre dans l'atmosphère du temps des Fêtes, c'est bien de se retrouver chez Eaton, centre-ville, au 9^e étage. Soixante-quinze personnes de l'Association des retraités participaient au déjeuner matinal organisé pour eux. Quelques jeunes retraités et des nouveaux venus ont été accueillis chaleureusement par les habitués de ces brunches. La nourriture, l'ambiance, le décor et la bonne humeur ont contribué à la réussite de ces retrouvailles.

Déjà, le prochain rendez-vous a été fixé au 23 février 1997, au Vieux-Saint-Gabriel, dans le Vieux-Montréal. Serez-vous des nôtres, membres de l'Association ?

Marcel Lemay
Responsable

Les Allergies

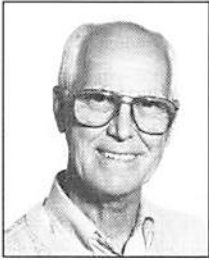
Deux médecins français, spécialistes de l'Université de Montpellier, les professeurs Jean Bousquet et François-Bernard Michel, ont récemment publié un petit ouvrage, *Les Allergies* (Éditions Flammarion, Collection Dominos). Les victimes de plus en plus nombreuses des allergies y trouveront non seulement l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur leur mal, mais également des moyens de l'affronter. Les lignes suivantes résument un compte-rendu qu'en donnait *Le Figaro Magazine*, du 14 avril 1995. Les auteurs entreprennent, par exemple, d'expliquer pourquoi la population des allergiques augmente sans cesse dans notre société. Selon eux, le déclin des maladies parasitaires pourrait en être responsable, ayant réduit les activités de nos défenses immunitaires. Ils comparent volontiers l'allergie à un indicateur et désignent la pollution comme le cofacteur essentiel des allergies, pour avancer que l'allergie pourrait être prophétique d'un danger encore inapparent d'un malaise dans notre civilisation et notre mode de vie.

Les allergies sont nombreuses et causent des maux qui vont des démangeaisons aux rhumes des foins, à l'eczéma, l'asthme, etc. Plusieurs des mesures prophylactiques peuvent s'avérer cruelles, quand elles obligent, par exemple, à s'éloigner d'un animal de compagnie, un chat le plus souvent, qui répond à un besoin affectif du patient. Les docteurs Bosquet et Michel assurent qu'il est possible d'en arriver à une désensibilisation à l'allergie, mais seulement au terme d'un processus long et fastidieux (trois à quatre ans!).

Les auteurs traitent également de la lutte contre d'autres êtres vivants qui prolifèrent dans nos poussières, nos matelas, nos tapis et qui peuvent aussi provoquer des allergies. Les acariens sont parmi les plus connus de ces parasites. Affreuses petites bêtes invisibles à l'oeil nu et qui font frissonner quand on les voit grossies, ils peuvent être contrôlés par un usage intensif de l'aspirateur et des produits acaricides.

Les pollens, autres causes d'allergies, obligent leurs victimes à vivre cloîtrées chez eux à certaines périodes de l'année. Les auteurs traitent aussi de l'approche médicale, qui est évidemment d'un grand secours pour tous les malades.

Entrevue avec Monsieur George Al Johnson



M. George Al Johnson

La campagne de Longueuil devint ville

Dans son Histoire de Longueuil, Robert Rumilly raconte l'origine des villes Jacques-Cartier, Mackayville (La Flèche), Le Moyne et Prévile.

Au cours de la Guerre de 1939-1945, l'activité industrielle avait entraîné à Montréal une grave crise du logement. Des Montréalais débordèrent en grand nombre sur la rive sud, au pied du Pont Jacques-Cartier et les fermiers de la paroisse de Longueuil divisèrent leurs terres en lots à bâtir. Une foule de pères de familles, désireux d'édifier à bon compte un chez-soi, firent surgir, vers la fin de la guerre, un paysage urbain qui, selon Rumilly, constituait **un authentique bidonville, sans trottoirs, sans égouts et sans police**, où des gens débrouillards vendaient l'eau à cinq cennes le scieau. Il y a peu d'exemples, affirme Rumilly, d'un accroissement aussi rapide de population et dès mai 1945, l'évêque de Saint-Jean créait la paroisse Saint-Jean Vianney, qu'il confiait aux Pères franciscains. Deux ans plus tard, une loi du Québec créait les villes de Jacques-Cartier et de Mackayville (qui deviendra La Flèche), puis de Prévile et de Ville Le Moyne. En 1957, la paisible municipalité de la paroisse de Longueuil, où les troupes s'ébattaient en toute tranquillité peu de temps auparavant, était devenue une puissante agglomération de plus de 40 000 habitants. La ville de Longueuil, avec ses 15 000 de population était enserrée comme dans un étou et menaçait d'étouffer. Après Saint-Jean Vianney, d'autres paroisses avaient été érigées sur ce territoire et la vie religieuse s'était organisée en même temps que l'ordre avait été peu à peu établi dans le chaos initial, avec la construction d'aqueducs, d'égouts, de trottoirs, d'écoles, d'églises... La politique municipale, avec des personnalités colorées, des grenouillages, des chicanes de clochers et parfois même des violences, qui ont leurs échos aussi bien à l'hôtel de ville qu'à la sacristie et à la commission scolaire, empêchent la monotonie de s'installer dans cette population jeune, généreuse et dynamique. Dans la grande poussée de l'élan religieux et nationaliste de l'après-guerre, les caisses populaires surgissent là comme partout ailleurs, le plus souvent sous l'impulsion de l'Ordre

occulte de Jacques-Cartier (La Patente) ou de la puissante Ligue du Sacré-Cœur. À Longueuil, cette dernière a fait interdire par le conseil de ville le port des shorts dans les rues au moyen d'un règlement que la police a ordre de faire respecter.

Un engagement communautaire difficile

Quand ils décident de quitter Montréal pour s'installer à Ville Jacques-Cartier, en 1947, George Al Johnson et son épouse Lisette font donc œuvre de pionniers. Né d'un père de nationalité américaine et d'une mère canadienne-française, George a assimilé les deux cultures, est devenu ingénieur en mécanique à l'emploi de la United Shoe Machinery, boul. Pie IX, à Montréal et a épousé une francophone qui lui donera cinq enfants. George, qui a un goût prononcé pour le bricolage, a vu à Ville Jacques-Cartier, l'occasion rêvée de construire de ses mains la maison de ses rêves sur un terrain acheté à bon compte. La fusion de Jacques-Cartier à Longueuil, en 1969, est encore loin. Loin aussi cette année 1968, quand Jacques-Cartier sera proclamée **Municipalité de l'Année, pour le volume de la construction, l'efficacité des services municipaux, la proportion des parcs et des terrains de jeu, la collaboration entre les autorités municipales et les entrepreneurs**. Le couple Johnson s'intègre rapidement à ce nouveau milieu et George devient un membre actif de la Ligue du Sacré-Cœur de la jeune paroisse Saint-Jean Vianney. C'est à ce titre qu'il invitait le regretté J.O. Lefebvre, de l'Union régionale de Montréal, à venir donner des conférences sur les caisses populaires.

Mais son engagement social et religieux devait fatalement le conduire dans le tourbillon des chicanes de clochers signalées plus haut, qui avaient leurs échos jusque dans la sacristie. Le sacristain pouvait en effet être également commissaire d'école ou échevin. Des commissaires étaient aussi marguilliers et membres de la Ligue du Sacré-Cœur, et chacun apportait partout avec lui ses convictions partisans. Il fallait donc être du bon bord!

George Al n'était pas du bon bord, au moment de la fondation de la Caisse populaire Saint-Jean Vianney, le 5 avril 1955. On ne trouve pas son nom sur la liste des 19 paroissiens qui, le 22 mars précédent, adressaient une pétition à l'Union régionale pour demander l'autorisation de former une caisse populaire, affirmant qu'ils avaient tenu huit réunions au cours desquelles nous avons étudié le catéchisme des caisses populaires. Il ne compte pas parmi les 58 mem-

bres fondateurs de la caisse. Comme tout ce qui bougeait alors à Jacques-Cartier, la Caisse populaire Saint-Jean Vianney a vu le jour dans le feu d'une guerre de clans. Le président et le gérant de la Caisse étaient respectivement président et secrétaire de la commission scolaire, etc. M. Johnson n'en devint pas moins membre et il fut élu un peu plus tard à la présidence du conseil de surveillance où il connut des moments difficiles, en refusant de sanctionner des décisions du conseil d'administration. Toujours est-il qu'à l'assemblée générale annuelle de 1962, revirement de situation dans la guerre des clans: tous les membres du conseil d'administration sont limogés pour diverses irrégularités et le président du conseil de surveillance se retrouve élu parmi les nouveaux administrateurs! Lors d'une mémorable réunion qui se tenait le lendemain même en présence de feu Gaudiose Hamelin, George Al Johnson est nommé gérant **par défaut**, comme il dit. On se souviendra que les gérants étaient alors administrateurs. Ce travail à temps partiel devait lui rapporter 75 \$ par mois.

Une carrière de gérant peu banale

Mais le clan adverse n'avait pas dit son dernier mot. En quelques jours, l'actif de la caisse, de quelque 520 000 \$, fondait comme neige au soleil: une rumeur s'était répandue dans la paroisse que la caisse était au bord de la faillite et les déposants se pressaient pour retirer leurs économies. Faisant appel aux caisses populaires voisines, le nouveau gérant remboursait tous les réclamants jusqu'à leur dernier sous et entreprenait ensuite patiemment de remonter la côte. Ce qui fut fait en moins d'un an. En 1966, il est devenu gérant à plein temps au salaire de 110 \$ par semaine. Il avait auparavant subi l'incendie de sa demeure, qui lui avait causé de graves brûlures et les aléas de l'industrie de la chaussure mettaient dans une situation précaire l'entreprise pour laquelle il avait travaillé durant 25 ans. La Caisse Saint-Jean Vianney était sur le point d'atteindre les trois-quarts de million de dollars d'actif, la situation économique était au beau fixe et les perspectives encourageantes. Il y avait pourtant un hic: la Caisse Saint-Jean Vianney était située à un endroit stratégique d'où les malfaiteurs pouvaient s'échapper facilement. Elle a connu plusieurs hold-up et tentatives de hold-up. George Al a même eu sur la tempe l'arme de la tristement célèbre **Machine gun Molly**, qui devait périr quelques mois plus tard sous les balles des policiers, alors qu'elle venait de dévaliser la Caisse populaire Saint-Vital de Montréal-Nord. Tous les gérants se souviennent

qu'au milieu des années 1970, les bandits avaient pris l'habitude des extorsions par enlèvements. En l'espace de 18 mois, une quinzaine d'enlèvements réussis leur avait rapporté près des deux millions de dollars. Vendredi le 13 juin 1975, deux hommes masqués se présentaient à la résidence de M. Johnson, prenaient trois de ses enfants en otage et menaçaient de les tuer si le gérant ne leur remettait pas 150 000 \$, somme astronomique pour l'époque. Réussissant à faire rabaisser cette somme presque de moitié, le gérant se rend à la caisse pour attendre l'ouverture automatique de la voûte, à 10 h 30. Heures d'attente pénibles au cours desquelles il téléphone à un collègue pour l'informer, en langage codé, de ce qui lui arrive. Prévenue par ce dernier, la Sûreté du Québec se met en branle, mais un animateur radiophonique irresponsable, qui interceptait sans doute les communications de la S.Q., lançait la nouvelle sur les ondes et venait se poster en face de la caisse, micro en main, avant le départ du gérant avec sa mallette remplie de billets. Ce geste, qui aurait pu être fatal pour les enfants Johnson, a finalement créé la panique chez les bandits, pendant que les trois otages réussissaient à se libérer eux-mêmes, que le fruit de la rançon était récupéré intégralement et que les voleurs étaient capturés. Ils devaient être libérés, faute de preuve, au terme d'un long et pénible procès. Au moment de sa retraite, en 1982, George Al laissait une caisse prospère dont l'actif de 11.5 millions témoignait à la fois de la confiance du milieu et d'une saine gestion. Il pouvait désormais se livrer à ses deux activités préférées, le voyage et le bricolage. Sa propre maison et celles de ses cinq enfants lui ont servi de chantiers pour ses travaux manuels et, en compagnie de son épouse, il a visité de long en large, les pays de l'Europe et plusieurs de l'Asie. Il en a rapporté d'innombrables souvenirs et des aventures qui ont parfois mis son sang-froid à l'épreuve. Membre du premier groupe d'administrateurs de notre Association, lors de sa fondation, il regarde avec sérénité de sa haute taille une carrière bien remplie.

L.B.

Témoignage

Au cours d'une conversation téléphonique entre M^{mes} Jeannette Ducharme et Donatienne Ménard Parisien, retraitée de la Confédération et membre de notre Association (n° 342), cette dernière a accepté

de rédiger le billet suivant pour les lecteurs d'*Entre-nous*.

Lorsque j'ai pris ma retraite, une pré-retraite devrais-je dire, j'avais beaucoup de plans dans la tête pour occuper mon temps. Plus le temps avance, plus je me rends compte que ce temps me manque. En tant que secrétaire du Président du Mouvement Desjardins, j'ai acquis une expérience exceptionnelle en administration de même qu'en patience et en persévérance. MM. Rouleau, Blais et Béland furent des modèles pour moi. Aussi me suis-je lancée dans le bénévolat aux endroits suivants: PRÉLUDE, une maison d'hébergement pour femmes et enfants, victimes de violence conjugale; ÉTABLISSEMENT LECLERC, visites culturelles aux détenus; CENTRE COMMUNAUTAIRE LE RENDEZ-VOUS, à titre de présidente de l'organisme et membre de divers comités; LA CITÉ DE LA SANTÉ DE LAVAL, comme bénévole, membre du conseil d'administration et du comité qualité; CLUB ÂGE D'OR SAINT-CLAUDE, comme membre du comité; association québécoise des centres communautaires pour aînés, à titre de secrétaire du C.A.; LES HABITATIONS DU RENDEZ-VOUS, à titre de vice-présidente du C.A.; PRÉVOL LAVAL, secrétaire du conseil d'administration. Je suis présidente fondatrice et directrice générale de la FONDATION MÉNARD-PARISIEN, un organisme communautaire au service des personnes vivant avec le VIH-SIDA. Le 22 octobre 1994, j'ai été proclamée bénévole de l'année dans le domaine communautaire pour la ville de Laval.

Je suis à la recherche de personnes généreuses qui aimeraient s'impliquer dans ma fondation. Selon les prévisions, une personne sur trois sera atteinte du SIDA en l'an 2000 et tout le monde connaîtra quelqu'un touché par cette maladie. Celles et ceux qu'elle touche sont de plus en plus jeunes et ont besoin que l'on s'en occupe. Les personnes pouvant faire de l'écoute, de l'accompagnement seraient particulièrement bienvenues. Nous sommes actuellement à la recherche d'un vérificateur-comptable bénévole ainsi que d'un directeur(trice) général(e) bénévole. Ces personnes seraient éventuellement rémunérées. Nous tentons aussi de recruter une personne disposée à faire de la sollicitation moyennant commission. On peut m'atteindre au numéro 668-0450. Je vous remercie d'avance et vous offre à tous et à toutes mes vœux les meilleurs.

Donatienne Ménard Parisien

Bienvenue aux nouveaux membres de l'association

912 ARBOUR, Mariette. Conseillère en services, retraitée de la C. P. Aéro.

758 BARIL, Réal. Directeur, service conseil, retraité de la C. P. Saint-Jacques de Montréal et sa conjointe Andrée-Lise ST-CYR, à titre de membre associé.

864 CARDINAL, Jeannine. Conseillère financière, Service conseil, retraitée de la C.P. Notre-Dame de Bellerive, Valleyfield.

871 DENIS, Denise. Conseillère, Service conseil, retraitée de la C.P. Saint-Joseph de Hull.

917 DUMONT, Marc. Analyste comptable, retraité de la Confédération, à titre de membre associé.

916 LAMOTHE, Roger. Chef d'équipe, Service de l'inspection, retraité de la Confédération, à titre de membre associé.

873 MARCOTTE, Lise. Agent administratif, retraitée de la C. P. Saint-Laurent.

914 McMILLAN, Isabelle. Conjointe de Fernand Charlebois, retraité de l'A.V.D., à titre de membre associé.

915 MOREAU, Roland. Vice-président, Centre de compensation, retraité de la F.M.O.

918 SAVOIE, Colette. Conjointe de Marcel Savoie, retraité de la F.M.O., à titre de membre associé.

ERRATUM. Dans le numéro d'octobre de ce bulletin, il aurait fallu lire: HÉBERT, Hervé, retraité de la C.P. Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, de Ville La Salle

Décès 1996

384 GOUGEON, Roger A. Retraité de la C. P. Châteauguay, décédé le 10 septembre 1996, à l'âge de 65 ans.

156 LACOMBE, Alban. Retraité de la C. P. Saint-Jean-Berchmans, Montréal, décédé le 18 septembre 1996 à l'âge de 73 ans.

438 MORRISSETTE, Jean-Marie. Retraité de la C. P. Sainte-Jeanne-d'Arc, Montréal, à l'âge de 67 ans et 6 mois. 9610-30

Nos sincères condoléances à leurs familles.

Entre Nous est publié tous les trois mois au Salon des Bâisseurs, siège social de l'Association des retraités de la F.M.O. et de ses caisses affiliées, 2 Complexe Desjardins, Tour de l'Est, C.P. 214, Succ. Desjardins, Montréal, Qc., H5B 1B3. Tél.: (514) 281-8755. Responsable de la publication: Léo Beaudoin. Dépôt légal à la Bibliothèque nationale sous le N° 9251064. L'Association est membre du Regroupement des associations de retraités du Mouvement Desjardins.